

En Italie, une proposition de moratoire sur l'avortement bouleverse les perspectives

Article rédigé par *Thierry Boutet*, le 18 janvier 2008

Après avoir proposé un moratoire sur la peine de mort, l'Italie se distingue à nouveau en lançant l'idée d'un moratoire sur l'avortement. Cette idée de moratoire a été lancée en tout début d'année par Giuliano Ferrara, une personnalité haute en couleur, fils d'un ancien dignitaire du Parti communiste italien rallié à Craxi, puis à Berlusconi, directeur de l'hebdomadaire *Il Foglio*.

Selon l'éditorialiste du journal, il s'agit de briser le silence sur l'eugénisme comme l'avortement sélectif, sexiste et raciste, et l'avortement de masse des 40 millions de bébés avortés chaque année dans le monde (cf. *La Croix* du 7 janvier).

Il est intéressant de noter que cette initiative n'est pas venue de l'Église ou de milieux spécialement catholiques. L'idée fait donc son chemin. Les Nations-unies, qui ont déjà accepté l'idée du moratoire sur la peine de mort, ne refuseraient pas, semble-t-il, d'examiner la possibilité d'introduire le droit à la vie dans la Charte des droits de l'homme. Plusieurs personnalités comme les Américains George Weigel, Roger Scruton ou Hadley Arkes la soutiennent.

L'Église apporte son soutien

Du côté de l'Église, sans surprise, des voix commencent à s'élever pour appuyer le projet. Mgr Oswald Gracias, archevêque de Bombay, écrit dans *AsiaNews.it* : C'est de tout cœur que j'accueille et apporte mon soutien à une loi moratoire universelle sur l'avortement, déclare le cardinal en expliquant le bien fondé d'une telle disposition pour sensibiliser la communauté mondiale à créer et bâtir une culture de la vie. Pour Mgr Gracias, affirmer que l'avortement est un droit signifie attribuer à la liberté humaine une signification perverse et mauvaise : celle d'un pouvoir absolu sur les autres et contre les autres... La culture de l'avortement, hélas, est répandue dans le monde entier... En le permettant de manière légale, en ce sens qu'aucune peine n'est prévue contre celui qui le pratique, on laisse penser qu'avoir recours à l'avortement est moralement correct. Mais cela est faux : l'avortement est toujours la suppression d'une vie. Et l'archevêque de Bombay, il est nécessaire que chaque personne commence par s'engager à ne tuer, ou à ne contribuer à tuer, intentionnellement, aucune vie humaine, quand bien même cette vie se révélerait brisée, difforme, invalide, désespérée... L'avortement est incompatible avec la dignité de la personne humaine, créée à l'image de Dieu. Cette pratique est une violente attaque contre la femme et contre son enfant à naître... Tuer un enfant dans le ventre de sa mère c'est tuer une personne. Dans le même sens, le père Casimiro Song, secrétaire du "Life 31 Movement" a déclaré au nom de la Conférence des évêques de Corée que les catholiques de Corée accueillent favorablement le moratoire international sur la peine de mort qui doit être immédiatement suivi, comme une conséquence logique, d'un autre moratoire, sur l'avortement. C'est un fait, et non une opinion, que la vie humaine commence au moment même de sa conception : celle-ci doit être défendue dès ce moment.

En Italie le projet de moratoire a reçu le soutien du président de la Conférence épiscopale, le cardinal Angelo Bagnasco, archevêque de Gênes. Benoît XVI lui-même a demandé qu'o, examine la question de l'avortement comme cela a été fait pour le moratoire sur la peine de mort, adopté en décembre dernier par les Nations-unies.

Le président de l'Académie pontificale pour la Vie s'est à la suite du pape prononcé sur le sujet. Pour Mgr Sgreccia, il s'agit d'une question de justice et de paix : La première paix, celle qui se base sur la justice (*opus iustitiae pax*), est celle qui respecte la vie, arrête la main du bourreau et bloque aussi l'acte qui arrache à la vie un enfant innocent qui attend de naître. Il rappelle que c'est avec la Bible qu'est partie la première protestation victorieuse en faveur de la vie de qui se serait rendu coupable de délits même graves : Le deuxième slogan "que le sang d'Abel ne soit plus versé", se réfère en revanche à l'exigence du droit à la vie de tout être innocent.

Retournant l'argument des défenseurs de l'avortement (la liberté de la femme, l'autonomie de la mère), le président de l'Académie pontificale pour la vie réaffirme l'évidence : Nous savons — tout le monde le sait

— que pour la femme, l'avortement est une souffrance et un échec de sa maternité . Mgr Sgreccia encourage à aider les femmes à accueillir librement et de manière responsable la vie de leur enfant : Il ne s'agit pas d'un retour en arrière mais d'un pas en avant : de même qu'a été combattu l'esclavage, la discrimination entre blancs et noirs ou entre riches et pauvres, il faut continuer à reconnaître le droit à la vie... pour les enfants à naître et les enfants nés, les coupables et les innocents. La France en retard

À notre connaissance, aucun évêque français n'a encore réagi à ce projet de moratoire. De ce côté-ci des Alpes, la bataille en faveur de la culture de vie est encore tabou. Si d'un côté NN.SS. Centène, Bagnard, Faure, Rey et Cattenoz soutiennent la Marche pour la vie qui aura lieu cette semaine, d'un autre côté, le planning familial s'apprête à lancer une campagne en faveur de l'avortement.

À l'inverse, en Italie, le nombre d'avortements diminue : il est passé d'un de 234 000 en 1982 (le maximum jamais atteint) à 130 000. À Milan, par exemple deux hôpitaux ne pratiquent plus d'avortements au-delà de la 21e semaine et sans un avis impératif d'un collègue médical. Une décision qui risque de se généraliser. Le gouverneur de Lombardie, Roberto Formigoni, souhaite, en effet étendre ces pratiques à tous les hôpitaux de la région. Il pourrait être suivi par d'autres régions de la péninsule.

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à l'auteur